

C'est une des expressions que le ministre affectionne pour qualifier les observations auxquelles il ne souscrit pas: il prétend que ce sont des mensonges criants. Ceux qui font ces observations, il les accuse quelquefois d'imiter les nazis et d'avoir recours à des mensonges effrontés. Mais si ceux qui soutiennent que le gouvernement canadien a mis des bâtons dans les roues au gouvernement du Royaume-Uni à Accra et ailleurs commettent des mensonges criants, alors presque tous les journalistes qui assistaient à la conférence d'Accra sont coupables. Je vais me contenter de citer certains des reporters qui étaient sur les lieux.

L'hon. M. Fleming: Aucun journaliste n'a assisté à la conférence. Ils se tenaient tous à l'extérieur.

L'hon. M. Pickersgill: On est porté à se demander si le ministre était présent.

L'hon. M. Fleming: Il s'agissait d'une conférence à huis clos.

L'hon. M. Pearson: Le ministre vient de préciser que les journalistes n'ont pas assisté à la conférence puisqu'elle s'est déroulée à huis clos. Voilà qui explique sans aucun doute pourquoi le bureau du ministre du Commerce a eu l'extrême obligeance de remettre aux journalistes le texte de la déclaration de ce dernier. Voilà de quel genre de conférence à huis clos il s'agissait. Du moins, le discours du ministre du Commerce n'avait rien de secret.

Voici ce que rapportait, à Accra, M. Norman MacLeod, de la presse du Royaume-Uni, à propos de l'attitude du ministre du Commerce:

L'association du Royaume-Uni avec l'Europe des Six...

Il parlait du ministre du Commerce.

...à moins qu'elle ne puisse se réaliser en fonction des préférences impériales actuelles, signifiera en définitive la fin du Commonwealth.

Ce n'est pas, je suppose, rendre la tâche difficile au Royaume-Uni que de dire que ce serait la fin, en définitive, du Commonwealth! M. MacLeod a ajouté que tel était le choix historique brutal que le ministre du Commerce du Canada avait offert à la table de la conférence, à savoir le Commonwealth ou le Marché commun. Voilà le choix devant lequel le ministre a placé les Britanniques, bien que le premier ministre du Royaume-Uni eût nié que la ligne de conduite de son pays nécessitât pareil choix.

Selon M. MacLeod, le ministre a ensuite souligné les désavantages économiques qui découleraient de l'entrée du Royaume-Uni dans le Marché commun et pour être sûr que ses avertissements soient rendus publics —c'est moi qui le dis—il a remis le texte de

son discours, comme je l'ai déjà signalé, aux journalistes à Accra. Dans ce discours, il déclarait également ceci:

Rien ne saurait remplacer les conditions selon lesquelles nous avons maintenant accès au marché du Royaume-Uni.

Cela ne complique-t-il pas le problème pour le Royaume-Uni? La situation devient-elle plus simple du fait que le ministre du Commerce déclare que si les préférences ne sont pas maintenues telles quelles, le Commonwealth disparaîtra tôt ou tard? En voilà une politique à adopter! En voilà une attitude à prendre! Dans cette déclaration, il a proclamé l'opinion du gouvernement canadien au sujet des préférences—pas de changement—et pourtant le ministre des Finances dit que le Canada n'a formulé aucune critique. Toutes les manchettes et tous les articles d'Accra sont-ils faux et mensongers? On pouvait lire dans la *Gazette* du 14 septembre un article intitulé «Hees dirige l'attaque contre la décision du Royaume-Uni».

L'hon. M. Fleming: La plupart des manchettes prêtaient à confusion.

L'hon. M. Pearson: Une autre d'entre elles se lisait ainsi: «Fleming: Le Royaume-Uni doit choisir entre le Commonwealth et le bloc européen».

L'hon. M. Fleming: Ces manchettes étaient très fallacieuses.

L'hon. M. Pearson: Voici ce que disait le *Toronto Globe and Mail*, le 12 septembre 1961:

Son avion avait à peine atterri au Ghana, où il assiste à une réunion des ministres des Finances du Commonwealth, que le ministre des Finances, M. Donald Fleming, avait déjà entonné son habituelle jérémiade.

Qu'espère-t-il gagner en étalant ainsi au grand jour ses récriminations? Il est temps qu'il comprenne qu'en politique, il faut savoir s'adapter aux événements et qu'il est futile de se plaindre d'une décision que la Grande-Bretagne a été contrainte de prendre, vu la conjoncture économique.

L'hon. M. Fleming: La Grande-Bretagne soutient qu'elle n'en est pas encore arrivée à cette décision.

L'hon. M. Pearson: D'autre part, le 13 septembre 1961, le *Telegram*, de Toronto, portait en manchettes «Des larmes à Accra». J'insiste sur le fait qu'il s'agit du *Telegram*, de Toronto, source de renseignements dont l'exactitude ne saurait être mise en doute. L'article se lisait ainsi qu'il suit:

M. Fleming devrait se garder de donner l'impression que, sur le plan international, le Canada est un plaignard. Le Canada croit qu'il doit veiller à ses intérêts, mais il tient également au progrès partout dans le monde.

Dans la *Province* de Vancouver, le 15 septembre, on pouvait lire:

Le cri que le ministre du Commerce, M. Hees, a fait entendre du Ghana est un cri plaintif, primitif et insignifiant.